



PROGRAMME

Forum de l'OCDE sur l'intégrité
ÉLIMINER LES OBSTACLES
NON-TARIFAIRES :
LE COMMERCE INTERNATIONAL
SANS CORRUPTION

19-20 avril 2016
Centre de conférence de l'OCDE
Paris, France

Parcours Intégrité & Commerce
Parcours Intégrité

Mardi 19 Avril

09:00-10:00

1 Vernissage de l'exposition: "Corruption Objectified"

Hall

10:00-10:30

2 Remarques de bienvenue et allocution inaugurale

Salle 1

10:30-12:00

3 Session plénière de haut niveau
Corruption et commerce : risques, coûts, et conséquences

Salle 1

12:00-12:30

Pause Networking

Sessions
déjeuner
12:30-14:00

4 Action collective dans
les marchés émergents -
Enseignements du réseau
anticorruption maritime

Salle 7

5 ResearchEdge :
Nouvelles réflexions sur
l'intégrité et le commerce
Partie I/II

Hall

14:00-14:30

Pause Networking

8 Éradiquer la corruption
douanière

Salle 2

9 Dans l'intérêt public :
prévenir la corruption dans
les entreprises publiques

Salle 4

16:00-16:30

Pause Networking

16:30-18:00

12 Corruption et échanges illicites : les deux fléaux

Salle 1

6 Rencontre avec l'auteur :
Présentation d'ouvrages

Auditorium

7 Renforcer les capacités
d'action collective

Salle 2

10 Utilisation des offsets dans
les marchés de défense

Salle 7

11 Corruption et crise des
réfugiés : l'exploitation
d'une tragédie

Auditorium

Nouveaux horizons dans la lutte
contre la corruption :
Symposium en préparation du
Sommet anticorruption de
Londres 2016

Sur invitation uniquement

Mercredi 20 Avril

09:30-11:00

13 Les pratiques émergentes des entreprises exerçant leur devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnement responsables

Salle 1

11:00-11:30

Pause Networking

14 Promouvoir l'intégrité du commerce par la libéralisation multilatérale et la facilitation des échanges

11:15-12:45 Salle 7

15 les normes et dispositifs de certification et d'agrément à l'appui de l'intégrité des entreprises

Auditorium

13:00-13:15

Pause Networking

Sessions déjeuner
13:15-14:45

18 La corruption, une entrave à l'activité des entreprises en Amérique du Sud

Salle 2

19 ResearchEdge: Nouvelles réflexions sur l'intégrité et le commerce

Partie II/III

Hall

14:45-15:15

Pause Networking

15:15-16:45

22 Définition d'un programme d'action collective pour des échanges intégrés

Salle 1

16:45-17:00

23 Remarques finales

Salle 1

Nouveaux horizons dans la lutte contre la corruption :
Symposium en préparation du Sommet anticorruption de Londres 2016

Sur invitation uniquement

17 Corruption le long de la chaîne de valeur du secteur extractif : prévention et atténuation des risques à l'aide d'incitations

Salle 4

16 Des données sur l'intégrité pour éclairer l'action publique

Salle 2

21 Corruption, changement climatique et commerce illégal du bois

Salle 7

20 Rencontre avec l'auteur : Présentation d'ouvrages

Auditorium

08:00 – 10:00 Inscription – Accueil et café

09:00 – 10:00 Vernissage de l'exposition : « La corruption objectivée »

Hall
1 Des objets ordinaires nous donnent à voir de quelle manière la corruption est présente dans notre vie quotidienne. Quel mécanisme de corruption a eu une incidence sur votre propre vie ?

Organisé par La Transplanisphère

10:00 – 10:30 Remarques de bienvenue et allocution inaugurale

Salle 1
2

- **Angel Gurría**, Secrétaire Général, OCDE
- **Cecilia Malmström**, Commissaire Chargée du Commerce, UE
- **Rt Hon Sir Eric Pickles**, Parlementaire, Champion anticorruption du gouvernement britannique

10:30 – 12:00 Session plénière de haut niveau
Salle 1
3 **Corruption et commerce : risques, coûts et conséquences**

Cette réunion d'experts de haut niveau examinera le problème de la corruption sous l'angle des échanges internationaux au niveau macroéconomique, en évaluant le coût de la corruption et les moyens de la combattre. Ils passeront en revue, systématiquement, chaque point d'entrée dans un système de corruption, notamment les douanes, la police des frontières, les instances de réglementation des échanges, les opérateurs, les sociétés de logistique et les entreprises multinationales.

INTERVENANTS

- **Pascal Lamy**, Ancien Directeur Général de l'Organisation mondiale du commerce and Ancien Commissaire européen pour le commerce
- **Cecilia Malmström**, Commissaire européenne au commerce
- **Klaus Moosmayer**, Président, Groupe de travail anticorruption du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE et Chief Compliance Officer, Siemens
- **Sergio Mujica**, Secrétaire Général Adjoint, Organisation Mondiale des Douanes
- **Gabriela Ramos**, OCDE Directrice de Cabinet du Secrétaire général et Sherpa pour le G20
- **David Shark**, Directeur Général Adjoint, Organisation Mondiale du Commerce

MODERATEUR

- **Axel Threlfall**, Présentateur principal, Reuters

12:00 – 12:30 Pause Networking

12:30 – 14:00 Session déjeuner
Salle 7 **Action collective dans les marchés émergents – Enseignements du réseau Anti-Corruption maritime**

Lors de cette session seront exposés des exemples d'action collective à laquelle a contribué le Réseau anticorruption maritime, avec de nombreuses parties prenantes de divers pays, notamment le Nigéria, l'Argentine et l'Indonésie, pour s'attaquer aux racines mêmes de la corruption et coopérer avec les États, les autorités et la société civile afin de mettre en œuvre des mesures visant à atténuer les risques opérationnels encourus par les entreprises. Les participants pourront se faire une meilleure idée des résultats obtenus à ce jour et des enseignements qui ont été tirés sur la manière de piloter efficacement les efforts de coopération pour lutter contre la corruption tout en promouvant l'intégrité des échanges.

INTERVENANTS

- **Guillermo Jorge**, Associé, Governance Latam et Professeur Adjoint de droit, NYU School of Law, Argentine
- **Sam Megwa**, Directeur stratégie, évaluation des risques et conformité, BP Shipping
- **Cecilia Muller Torbrand**, Conseillère Juridique Principale, Groupe Compliance Officer, Groupe Legal – A.P. Moller Maersk

MODERATEUR

- **Angie Farrag-Thibault**, Directrice des Transports, de logistiques et de Coopérations, BSR

Organisé par BSR

12:30 – 14:00
Hall

Research Edge : Nouvelles réflexions sur l'intégrité et le commerce
Partie I/II

5

L'occasion vous sera offerte de prendre connaissance de certaines pistes de réflexion les plus éclairantes et novatrices du moment concernant l'intégrité, la lutte contre la corruption et les échanges. Ces pistes de réflexion sont le fruit d'un appel à communications lancé par l'OCDE. Cette première série de présentation par affiche couvrira les thèmes suivants : les instruments d'évaluation du risque de corruption, la prévention de la corruption dans les échanges transnationaux et les conventions internationales anticorruption.

Visite guidée par **Michael Johnston**, Charles A. Dana, Professeur de Science politique, Colgate University

12:30 – 14:00
Auditorium

Rencontre avec les auteurs : Présentation d'ouvrages

L'occasion vous sera offerte de discuter avec les auteurs de leurs dernières publications consacrées à des thématiques touchant à l'intégrité et à la lutte contre la corruption comme le lien entre grands événements sportifs et bonne gouvernance, l'apprentissage par les pairs pour améliorer la responsabilité et la maîtrise de la corruption.

6

INTERVENANTS

- 12:30 – 13:00: 'Olympic Anti-Corruption Report: Brazil and the Rio 2016 Summer Games' par **Andy Spalding**, Professeur Adjoint, Université de droit de Richmond
 - 13:00 – 13:30: 'Peer to peer learning – how partnerships among peers can help countries improve accountability and fight corruption'.
 - **Renato de Oliveira Capanema**, Directeur, Promotion de l'intégrité, de la coopération internationale et des accords internationaux, Bureau du Contrôleur général du Brésil, CGU
 - **Emilie Gay**, Conseillère sur la gouvernance, Direction de la coopération pour le développement, OCDE
 - 13:30 – 14:00: 'The Quest for Good Governance: How Societies Develop Control of Corruption' par **Alina Mungiu-Pippidi**, Directrice, European Research Centre for Anti-Corruption and State-Building, Hertie School of Governance
-

12:30 – 14:00
Salle 2

Session déjeuner
Renforcer les capacités d'action collective

L'action collective est rapidement devenue l'une des grandes priorités des entreprises au niveau international. Les dirigeants d'entreprises du monde entier prennent acte de son importance pour les efforts déployés par leur entreprise dans le domaine de la lutte contre la corruption et de la déontologie. Cela étant, si ces professionnels sont conscients de la nécessité de mener une action collective, le renforcement des capacités dans cette optique est encore un défi. Lors de cette discussion d'experts, des déontologues et d'autres leaders d'opinion spécialistes de ce domaine analyseront pourquoi il est indispensable de renforcer les capacités et comment il est possible de pallier le plus efficacement les insuffisances actuelles. Cette manifestation a pour vocation de stimuler les échanges d'idées pratiques à prendre en compte pour nourrir des projets, politiques et initiatives.

7

INTERVENANTS

- **Gemma Aiolfi**, Directrice de la conformité et de la gouvernance d'entreprise/de l'action collective, Institut de Bâle sur la gouvernance
- **Nicola Bonucci**, Directeur des Affaires juridiques et le coordonnateur de l'adhésion, Direction des Affaires juridiques, OCDE
- **Keith Darcy**, Président, Darcy Partners Inc et ancien directeur de l'Ethics and Compliance Officer Association (ECO)
- **Roxana Family**, Doyenne, Chaire Droit & Éthique des affaires Faculté de Droit UCP, Directrice Revue RICEA, (Revue Internationale de la Compliance et de l'Éthique des Affaires) Membre Conseil National du Droit
- **Emmanuel Lulin**, Directeur Général de l'Éthique et Délégué du Président, L'Oréal

MODERATEUR

- **Nikos Passas**, Professeur éminent, spécialiste de l'action collective, de la déontologie et de la conformité des entreprises, Académie internationale de lutte contre la corruption, Vienne.

Organisée par l'Académie internationale de lutte contre la corruption (IACA)

14:00 – 14:30

Pause Networking

S'appuyant sur la Déclaration d'Arusha révisée de l'Organisation mondiale des douanes, les intervenants présenteront les bonnes pratiques en matière de mise en œuvre des normes d'intégrité dans les services des douanes. Ils débattront aussi des difficultés rencontrées avec les douanes par les entreprises du secteur privé.

INTERVENANTS

- **Boris Divjak**, Directeur, U4 Anti-Corruption Resource Centre
- **Sigfridur Gunnlaugsdottir**, Douanes islandaises et Présidente du sous-comité sur l'intégrité de l'Organisation mondiale des douanes
- **Constantine Palicarsky**, Administrateur justice criminelle et prévention du crime, Section de soutien à la mise en œuvre, Branche corruption et crime économique, Division des traités
- **Anne Le Rolland**, PDG, Acte International

MODERATEUR

- **Grace Perez-Navarro**, Directrice Adjointe, Centre de politique et d'administration fiscale, OCDE.

Les entreprises publiques ont un poids important dans les économies du monde connaissant la plus forte croissance. Elles se livrent en outre de plus en plus activement à des activités commerciales internationales, en partenariat ou en concurrence avec des entreprises privées. Dans le souci d'assurer que ces entreprises opèrent avec intégrité et de manière durable, leurs administrateurs, leurs dirigeants et les États qui sont leurs actionnaires doivent classer par ordre d'efficacité les pratiques de bonne gouvernance qui favorisent la prévention de la corruption. Cette session visera à déterminer comment les entreprises publiques peuvent renforcer leurs dispositifs de contrôle interne, de déontologie, de gestion des risques et de conformité afin de prévenir la corruption, comme le recommandent les Lignes directrices de l'OCDE, récemment révisées, sur le gouvernement d'entreprise des entreprises publiques.

REMARQUES D'OUVERTURE

- **Kamel Ayadi**, Ministre de la Fonction publique, de la Gouvernance et de la Lutte contre la corruption, Tunisie.

INTERVENANTS

- **Achille Bianchi**, Conseiller juridique, membre du bureau législatif du Cabinet, Ministère italien de l'Économie et des Finances
- **Gian Piero Cigna**, Conseiller principal, Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)
- **Lars Erik Fredriksson**, Président, Groupe de travail de l'OCDE sur l'actionnariat public et la privatisation (WPSOPP); Directeur des investissements, Division des entreprises publiques, ministère suédois des Entreprises et de l'Innovation
- **Sebastian Scheidt**, Président, Groupe de travail de l'OCDE sur l'actionnariat public et la privatisation
- **Henry Wang**, Conseiller Exécutif, Corporate Strategy and Planning, Saudi Basic Industries Corporation (SABIC).
- **Lucy Wylde**, Conseillère Générale, UK Export Finance

MODERATEUR

- **Hans Christiansen**, Économiste principal, Division des affaires d'entreprise de l'OCDE et responsable du Secrétariat du WSOPP

14:30 – 16:00
Salle 7

Session parallèle
Utilisation des offsets dans les marchés de défense

Cette session abordera le besoin ou non d'un instrument international pour parer aux risques de corruption dans le cadre des offsets des marchés de défense. Les intervenants seront des experts du secteur de la défense, des juristes, des déontologues et des représentants des organismes publics chargés de ces contrats. Cette session présentera ce sujet d'actualité et les principaux problèmes liés à la corruption, notamment les différents types d'offsets, les politiques, la stratégie, le cycle de gestion et l'évaluation de ces accords, ainsi que l'exercice d'une diligence raisonnable et les risques de corruption liés aux offsets.

10

INTERVENANTS

- **Katherine Dixon**, Directrice, Transparency International Defence & Security Programme
- **Tobie Duthie**, Forensic Risk
- **Sam Eastwood**, Associé, Norton Rose Fullbright
- **Corinne Lagache**, Vice-présidente, Groupe de travail anticorruption du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE et Directeur Conformité commerciale et Contrôle des exportations du Groupe, Safran
- **Diógenes Lima Neto**, Cel Int, Divisão de Operações de Crédito, Secretaria de Economia e Finanças da Aeronáutica, Brazil
- **Grant Rogan**, PDG et fondateur de Blenheim Capital Services Ltd

MODERATEUR

- **Peggy Hollinger**, Financial Times, Rédacteur en chef « Industrie ».

14:30 – 16:00
Auditorium

Session parallèle
Corruption et crise des réfugiés : l'exploitation d'une tragédie

Cette session examinera le rôle de la corruption dans la crise des réfugiés, qui touche désormais l'Europe et la Région Méditerranée. Les panelistes seront aussi amenés à traiter des situations d'autres régions. Après un état des lieux de la crise actuelle, le panel discutera de : 1) comment la corruption peut influencer ou déclencher le processus de migration, 2) les conséquences de la corruption sur les migrations, et 3) les politiques que les États et les organisations internationales devraient adopter pour s'attaquer aux défis que représente la corruption dans le combat contre le trafic et la traite d'êtres humains.

11

INTERVENANTS

- **Morgane Nicot**, Chargée de la prévention du crime et de la justice pénale, Section de la lutte contre la traite des êtres humains et le trafic illicite de migrants, ONUDC
- **Vasileios Ntiakalis**, Major de Police, Police Hélienique
- **Louise Shelley**, Professeur en politiques publiques, titulaire de la chaire Omer L. and Nancy Hirst, Directrice, Terrorism, Transnational Crime and Corruption Center, George Mason University
- **Melissa Siegal**, Professeur adjointe et Responsable des études sur les migrations, Maastricht Graduate School of Governance et UNU-MERIT
- **Peter Tinti**, Journaliste et chercheur associé, Global Initiative Against Transnational Organized Crime

MODERATEUR

- **Patrick Moulette**, Chef de la Division anticorruption, Direction des affaires financières et des entreprises, OCDE

16:00 – 16:30

Pause Networking

16:30 – 18:00
Salle 1

Session plénière
Corruption et échanges illicites : les deux fléaux

Le commerce international ouvre des perspectives de croissance sans précédent. Il procure aussi aux entrepreneurs criminels des conditions leur permettant de dissimuler des biens et des équipements illicites sous le couvert d'exportations légitimes. Les intervenants traiteront de la manière dont les États et les organisations internationales peuvent œuvrer pour assurer la probité des échanges, et ainsi renforcer la sécurité publique et réduire l'entrée illégale de marchandises de contrebande et de personnes sur les marchés et territoires, sans pour autant impacter le commerce légal.

12

INTERVENANTS

- **Gabriel Duque**, Ambassadeur, Mission de la Colombie auprès de l'OMC
- **Tina Gabbrielli**, Directrice du contre-espionnage, ministère de la Sécurité intérieure, États Unis
- **Konstantinos Kaiopoulos**, Conseiller en matière douanière auprès du Secrétaire général des recettes publiques, ministère des Finances, Grèce
- **Tim Morris**, Directeur Exécutif des services de Police, Interpol
- **Vanessa Neumann**, Présidente et Directrice Générale, Asymmetrica
- **Euan Stewart**, Chef des Services de renseignement, Administration Fiscale et douanière (HRMC), Royaume-Uni

MODERATEUR

- **David Luna**, Directeur général pour la sécurité nationale et la diplomatie, INL, U.S. Department of State

08:30 – 09:30 Accueil et café

09:30 – 11:00
Salle 1**Session plénière****Les pratiques émergentes des entreprises exerçant leur devoir de diligence pour des chaînes d'approvisionnements responsables**

13

Lors de cette session, les intervenants analyseront les approches adoptées par les entreprises appliquant leur devoir de diligence à leur chaîne d'approvisionnement responsable pour déterminer, prévenir et atténuer les risques de corruption ou liés aux échanges illicites dans le secteur des matières premières, l'industrie manufacturière et le secteur des transports. Les experts s'efforceront de recenser les bonnes pratiques intersectorielles dans des domaines comme l'identification et l'analyse des risques, la traçabilité des matières premières et la transparence de leurs chaînes d'approvisionnement, la surveillance, les contrôles internes, et les efforts de coopération, comme la certification ou les partenariats public privé. Ils mettront en lumière les similitudes et les différences entre les pratiques favorisant l'intégrité dans les chaînes d'approvisionnement d'une part et les normes et pratiques internationales, relatives au devoir de diligence, qui sont appliquées dans d'autres domaines touchant à la conduite responsable des entreprises, comme les effets sur l'environnement, sur les droits de l'homme et sur les travailleurs tout au long de le chaîne d'approvisionnement

INTERVENANTS

- **Ruth Crowell**, Présidente directrice générale, London Bullion Market Association
- **Joseph Simon**, Vice-président du Groupe de travail anticorruption du Comité consultatif économique et industriel auprès de l'OCDE et Group Compliance Officer, Maersk
- **Angela Reitmaier**, Transparency International Allemagne
- **Jo Webb**, Responsable Engagement Global– Third Party Risk, Thomson Reuters

MODERATEUR

- **Tyler Gillard**, Responsable des projets sectoriels, Unité sur la conduite responsable des entreprises, OCDE

11:00 – 11:30 Pause Networking

11:15 – 12:45
Salle 7**Session parallèle****Promouvoir l'intégrité du commerce par la libéralisation multilatérale et la facilitation des échanges**

14

La facilitation des échanges et l'intégrité du commerce sont étroitement liées. La simplification des procédures commerciales et une amélioration de la transparence et de la prévisibilité auront pour effet de réduire le coût des échanges et de promouvoir l'efficacité économique tout en supprimant les incitations et les possibilités de se livrer à la corruption. Il est essentiel que des liens de confiance soient tissés entre les pouvoirs publics et le secteur privé pour assurer l'intégrité et une bonne gouvernance des transactions commerciales internationales. Dans le monde actuel, hautement interconnecté, des engagements fermes en faveur de la transparence et de l'intégrité favoriseront la participation des entreprises aux chaînes de valeur mondiales. Lors de cette session, les intervenants examineront comment les efforts multilatéraux et plurilatéraux de libéralisation et de facilitation des échanges peuvent promouvoir la probité dans ce domaine.

INTERVENANTS

- **Dato' Hafsah Hashim**, CEO, SME Corporation Malaysia
- **Evdokia Moïsé**, Analyste principal des politiques commerciales, Division du développement, Direction des échanges et de l'agriculture, OCDE
- **Steve Pope**, Vice-président douanes et Affaires réglementaires, DHL Express Europe

MODERATOR

- **Mark Linscott**, Directeur au bureau du Représentant américain au commerce

11:30 – 13:00
Auditorium

Session parallèle

Les normes et dispositifs de certification et d'agrément à l'appui de l'intégrité des entreprises

Lors de cette session, les intervenants aborderont, sous différents angles, les questions suivantes : Les normes d'intégrité sont-elles opérantes dans le secteur privé ? Quelles sont les meilleures solutions de normalisation, en incluant les normes ISO (ISO 37001) relatives aux systèmes de gestion anticorruption et les programmes d'agrément des opérateurs (comme celui suivi pour les opérateurs économiques agréés) ? Que peuvent faire les responsables publics pour encourager l'intégrité des entreprises et comment, dès lors qu'elles adhèrent aux normes d'intégrité, les entreprises peuvent-elles avoir un meilleur accès aux marchés publics ?

15

INTERVENANTS

- **Asha Menon**, Conseillère technique principale, Organisation mondiale des Douanes
- **Barbara Neiger**, Commissaire aux comptes principale, Compliance Management Systems
- **Juan Ignacio Piña**, Président, Conseil de défense de l'État, Chili
- **Neill Stansbury**, Cofondateur et directeur, Global Infrastructure Anti-Corruption Centre et Président, International Organisation for Standardisation Anti-Bribery Project Committee

MODERATEUR

- **Alan Doig**, Professeur invité, Newcastle Business School, Northumbria University

11:30 – 13:00
Salle 2

Session parallèle

Des données sur l'intégrité pour éclairer l'action publique

Pour élaborer les politiques publiques, il est essentiel de mettre en correspondance les travaux consacrés à la lutte contre la corruption et l'intégrité, en adoptant une perspective impliquant l'administration dans son ensemble. Lors de cette session sera lancé le Rapport néerlandais intitulé Monitoring integrity in the European Union. Différentes études de cas tirées de ce rapport y seront présentées ainsi que l'indice d'intégrité publique établi dans le cadre du projet FP 7 ANTICORRP de l'UE. Le groupe d'experts analysera de quelle manière les indicateurs et les données relatives à l'intégrité peuvent apporter une contribution au cycle de l'action publique.

16

INTERVENANTS

- **Elodie Beth**, Conseillère régionale anticorruption, plateforme régionale de Bangkok, Programme des Nations Unies pour le développement
- **Ramin Dadasov**, Chercheur postdoctoral, ANTICORRP, Hertie School of Governance
- **Frederik Galtung**, Président Cofondateur, Integrity Action
- **Anneli Sihver**, Conseillère principale, ministère des Finances, Estonie

INTERVENANTS

- **Betty Feenstra**, Chef de la Division chargée de l'information sur les politiques, ministre des Affaires intérieures et des Relations au sein du Royaume, Pays Bas
- **Alina Mungiu-Pippidi**, Directrice, European Research Centre for Anti-Corruption and State-Building, Hertie School of Governance

MODERATEUR

- **Michael Johnston**, Commissaire Chargée du Commerce

Co-organisé par la Présidence néerlandaise de l'UE et par l'OCDE

Session parallèle
Corruption le long de la chaîne de valeur du secteur extractif : prévention et atténuation des risques à l'aide d'incitations

Selon le Rapport annuel 2014 de l'OCDE sur la corruption transnationale, une affaire sur cinq se produit dans le secteur extractif. La corruption y est devenue de plus en plus complexe et sophistiquée, touchant chaque maillon de la chaîne de valeur. Le manque à gagner est considérable, sachant que le négoce du pétrole a représenté à lui seul 56 % du budget de l'État de dix grands pays d'Afrique subsaharienne de 2011 à 2013. Lors de cette session sera lancée l'Étude typologique de l'OCDE sur les risques de corruption dans la chaîne de valeur du secteur extractif et les experts débattront des incitations à chiffrer le coût de la corruption afin de la rendre moins attrayante tant pour le secteur public que pour le secteur privé.

17

INTERVENANTS

- **Larissa Gray**, Juriste et spécialiste principale du secteur financier, Banque mondiale
- **Fuad Houry Zarzar**, Contrôleur Général, République du Pérou
- **Lahra Liberti**, Chef de l'Unité sur les Ressources naturelles et le développement, Centre de développement, OCDE
- **Olivier Longchamp**, Responsable du programme Fiscalité et finances internationales, Déclaration de Berne.
- **Sophie Musso**, Responsable Compliance Anti-Fraude Total, Total

MODERATEUR

- **Xavier Harel**, Journaliste

13:00 – 13:15

Pause Networking

13:15 – 14:45
Salle 2

Session déjeuner
La corruption, une entrave à l'activité des entreprises en Amérique du Sud

La corruption reste une entrave importante au développement économique et au fonctionnement des services publics, en particulier dans les économies de marché en développement ou émergentes. Des pratiques comme la corruption augmentent les coûts et les risques liés à l'activité des entreprises, dissuadent l'investissement direct étranger et ont une incidence négative sur la création d'entreprises. Les réglementations publiques inefficaces et opaques, comme celles relatives aux douanes, sont propices à la corruption. En promouvant des procédures d'exportation et d'importation transparentes, les mesures de facilitation des échanges peuvent contribuer à la lutte contre la corruption. Les discussions du groupe d'experts viseront à évaluer l'impact de la corruption sur l'activité des entreprises et sur l'investissement. Dans ce cadre seront présentées des approches innovantes visant renforcer la probité et la déontologie des entreprises, une importance particulière étant accordée à l'Amérique du Sud.

18

INTERVENANTS

- **Carlos Casto**, Président du Conseil d'administration, Sancor Seguros
- **Ana Paula Fernandez del Castillo Quintana**, Ambassadrice du réseau local UNGC au Mexique et PDG, Initiative for Sustainable Development (ISD)
- **Joachim Fritz**, Directeur, GIZ, Allemagne
- **Donia Hammami**, Directrice des politiques relatives à la fiscalité, aux douanes et à la facilitation des échanges, Chambre de commerce internationale
- **Renato de Oliveira Capanema**, Directeur de l'intégrité, de la coopération internationale et des accords internationaux, Bureau du contrôleur général du Brésil

MODERATEUR

- **Noor Naqschbandi**, Chef de l'Alliance for Integrity, GIZ.

Organisé par Alliance for Integrity – GIZ

13:15 – 14:45
Hall

ResearchEdge : Nouvelles réflexions sur l'intégrité et le commerce
Partie II/II

L'occasion vous sera offerte de prendre connaissance de certaines des pistes de réflexion les plus éclairantes et novatrices du moment dans le domaine l'intégrité, de la lutte contre la corruption et des échanges. Ces pistes de réflexion sont le fruit d'un appel à communications lancé par l'OCDE. Cette deuxième série de présentation par affiche couvrira les thèmes suivants : l'action collective, l'économie comportementale, la prévention de la corruption dans le secteur public.

Visite guidée par **Alan Doig**, Professeur invité, Newcastle Business School, Northumbria University.

19

13:15 – 14:45
Auditorium

Rencontre avec les auteurs : Présentation d'ouvrages

L'occasion vous sera offerte de discuter avec les auteurs de leurs dernières publications consacrées à des thématiques touchant à l'intégrité et à la lutte contre la corruption comme le lien entre grands événements sportifs et bonne gouvernance, l'apprentissage par les pairs pour améliorer la responsabilité et la maîtrise de la corruption.

20

INTERVENANTS

- 13:15 – 13:45: 'Les tenants et les aboutissants des contrats de mesure de la performance'
Par **Patricia Revesz**, Conseillère en matière de développement de l'intégrité, Organisation mondiale des douanes
- 13:45 - 14:15: 'Corruption, objet de débats et de réformes'
Par **Michael Johnston**, Charles A. Dana Professeur de Sciences Politiques, Colgate University
- 14:15-14:45: 'Traite d'êtres humains et corruption : briser la chaîne'
Par **Ulrika Bonnier**, Division de l'intégrité dans le secteur public, OCDE

13:15 – 14:45
Salle 7

Session déjeuner

Corruption, changement climatique et commerce illégal du bois

La déforestation et le commerce illégal du bois sont responsables de 15-16% des émissions de gaz à effet de serre chaque année. La corruption facilite grandement l'exploitation forestière illégale qu'Interpol estime générer 100 milliards USD chaque année. Cette session analysera les liens entre la corruption, le changement climatique et le commerce illégal du bois – du devoir de diligence dans les chaînes d'approvisionnement en bois aux efforts des organisations non gouvernementales pour combattre l'exploitation forestière illégale et aux activités des autorités policières aux prises avec ce problème.

21

INTERVENANTS

- **Simon Buckle**, Chef de la Division du climat, de la biodiversité et de l'eau, Direction de l'environnement, OCDE
- **Pahala Nainggolan**, Directeur adjoint de la Commission pour la prévention et l'éradication de la corruption (KPK), Indonésie
- **Julian Newman**, Directeur de campagne, Environment Investigation Agency
- **Alexandra Pardal**, Chargé de campagne, Global Witness
- **Anne-Christine Wegener**, Conseillère, Anti-Corruption and Integrity Programme, GIZ, Allemagne

MODERATEUR

- **Alison Hoare**, Chercheur principal associé, Energie, Environnement et Ressources, Chatham House

14:45 – 15:15

Pause Networking

15:15 – 16:45
Salle 1

Session plénière

Définition d'un programme d'action collective pour des échanges intègres

Cette discussion conclura le Forum, en faisant ressortir les messages essentiels pour les principales parties prenantes et en encourageant les participants à envisager de définir, pour les prochaines années, un programme d'action pour l'intégrité et la lutte contre la corruption. Une attention particulière sera apportée aux aspects économiques et à l'implication pour l'économie mondiale. Les experts partageront leur point de vue et identifieront les priorités en matière d'aide à la formulation des politiques publiques et indiqueront celles pour lesquels l'OCDE pourrait éventuellement contribuer davantage de par son expertise et développer son rôle en tant que pôle de connaissance et de mise en place.

22

INTERVENANTS

- **Cliff Sosnow**, Associé de Fasken Martineau DuMoulin LLP et Business et Président de l'Industry Advisory Committee Trade Committee
- **Mary Anne Stevens**, Directrice, Secteur valeurs et éthiques, gouvernance, planning et politique, Conseil du Trésor, Canada
- **Cobus de Swardt**, Directeur général, Transparency International
- **John Virgoe**, Chef de l'unité jointe anticorruption, Cabinet du Gouvernement Britannique

ANIMATEUR

- **Timothy F. Schultz**, Président, International Forum on Business Ethical Conduct

MODERATEUR

- **Rolf Alter**, Directeur, Gouvernance publique et développement territorial, OCDE

16:45 – 17:00
Salle 1

Remarques finales

23

- **Mari Kiviniemi**, Secrétaire Générale Adjointe OECD.

Notes:

Un grand merci à nos partenaires :



#OECDintegrity

